



enda

**" Climat et
Développement "
Semaine Internationale**



**3 au 7 septembre 2007
Ngor-Diarama, Dakar**

Les Résultats

Enda, octobre 2007

INTRODUCTION

Organisée par le Programme Energie, Environnement, Développement d'ENDA la semaine internationale « Climat & Développement » a rassemblé, à Ngor Diarama (Dakar, Sénégal), du 3 au 7 septembre 2007, près de deux cents acteurs ayant des activités tournées vers le diptyque *climat et développement*. Cette semaine internationale a permis d'amorcer et de renforcer les dynamiques d'échanges, de partage d'expériences et de réflexion sur plusieurs questions liées, tantôt au climat, tantôt à des technologies et autres mécanismes de marché dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques et les émissions de gaz à effet de serre, ou encore les liens entre les changements climatiques et l'agriculture, la question du transport dans ses rapports avec l'énergie et l'environnement ...tantôt aux énergies renouvelables et plus spécifiquement, à la bioénergie, La réunion d'un tel nombre d'acteurs du développement a également été le prétexte pour une exposition continue portant sur des expériences, des équipements et des programmes en rapport avec le thème de la dite semaine internationale.



Pour ENDA et ses partenaires, un tel évènement avait une portée double, en ce sens que, d'un côté, il permettait à des acteurs de la Société Civile d'échanger entre eux pour définir des positions communes en vue des prochaines rencontres internationales sur les changements climatiques, de l'autre, il s'agissait de faciliter le dialogue pour que la Société Civile, les décideurs politiques et le secteur privé puissent créer les conditions, ici, du développement d'entreprises en bioénergie au Sénégal, et là, d'une meilleure

présence voire appropriation par les acteurs africains des mécanismes de marché comme celui appelé le Mécanisme Développement Propre.

I- Rencontre des ONG francophones sur le climat

En collaboration avec le Réseau Action Climat - France (RAC-F) et Equiterre (Canada), ENDA a consacré les trois premiers jours de la semaine (03 au 05 septembre 2007) à une rencontre des ONG francophones (Afrique - Europe - Canada)



pour débattre des différents enjeux des négociations du régime climatique « Post 2012 » sur des sujets prioritaires pour l'Afrique comme l'Adaptation, la Déforestation et l'Accès à l'énergie. Cet atelier avait comme objectifs principaux de :

- ✓ renforcer les connaissances et les capacités d'expertise des ONG francophones sur l'adaptation, la déforestation et l'accès à l'énergie pour les permettre de mieux comprendre les enjeux des négociations sur ces questions ;
- ✓ renforcer les liens entre ONG francophones et développer leur capacité de mobilisation ;
- ✓ définir des positions communes sur l'adaptation, la déforestation et l'accès à l'énergie en vue des négociations prochaines à la Conférence des Parties et au Protocole de Kyoto qui se tiendra à Bali en Indonésie du 03 au 17 décembre 2007.

1. La participation

25 participants membres de la société civile représentant au total 10 pays (Sénégal, Niger,

Mauritanie, Burkina, Mali, Canada, Togo, France, Guinée-Bissau, Cameroun) ont pris part à cette rencontre. A l'issue des trois jours d'atelier, trois recommandations relatives aux trois rapports sur l'énergie, l'adaptation et la déforestation ont été retenues.

2. Les recommandations

La qualité des échanges aura permis d'atteindre les objectifs visés au départ. C'est ainsi que plusieurs recommandations ont été faites en rapport avec chaque sous thème discuté par les ONG.

Concernant l'énergie, l'idée serait de :

- réformer le MDP pour qu'il réponde plus aux besoins de développement de l'Afrique (MDP programmatique)
- récompenser les mesures politiques proactives qui valorisent les énergies renouvelables et l'efficacité énergétiques ;
- créer un fonds de financement des énergies renouvelables en Afrique sur taxation des exportations de pétrole ou sur les échanges des droits d'émission entre états.

Par rapport à l'adaptation, il est recommandé :



l'adoption d'un protocole sur l'adaptation où les pays industrialisés devront s'engager à réduire les impacts des changements climatiques dans les pays en développement ;

- le renforcement des capacités locales en matière d'adaptation, la valorisation des

actions communautaires et le renforcement de la formation et de la sensibilisation ;

- l'intégration systématique de l'adaptation au changement climatique dans les politiques de développement.

Pour la déforestation, il s'agit de :



- exclure les monocultures de la définition de la notion de forêt. Cette définition devrait reposer sur les fonctions écologiques (définition qualitative), le taux de couverture et la diversité des espèces ;
- prendre en compte la dégradation de la forêt ;

Et puis, la forêt ne devant pas être réduite à un simple usage forestier, il serait indiqué de :

- mettre en place un fonds pour récompenser les politiques et mesures de lutte contre la
- déforestation avec des contributions obligatoires ;
- retenir une approche nationale avec l'engagement des Etats à impliquer la Société Civile.

3. Perspectives

Pour Enda, il s'agira de voir comment partager ces recommandations avec d'autres ONG et acteurs de la Société Civile qui n'ont pu participer à cette rencontre de Dakar. En termes de diffusion de l'information, des publications seront faites sous formes de e-bulletin consacré à chaque sous thème.

Par ailleurs, il est important de travailler à la mobilisation et à la présence forte et qualitative de la Société Civile lors de la dite conférence des parties de Bali, en décembre 2007.

II- Dialogue sur l'intégration de la bioénergie au sein des PME sénégalaises

Les 5 et 6 septembre un dialogue politique a réuni des décideurs politiques, des opérateurs et des experts actifs dans les secteurs ayant un potentiel d'utilisation rationnelle de la biomasse énergie.

S'appuyant sur le projet ENEFIBIO (UE), il s'agissait de « stimuler un dialogue entre les patrons de PME, les décideurs politiques, les développeurs de projets biomasse-énergie et les institutions de financement (y compris les donateurs), afin de lever les barrières non technologiques en formulant des actions concrètes. »



Pour atteindre cet objectif, l'approche a consisté à échanger, dès le premier jour, sur les barrières considérées comme multisectorielles, avant d'étudier celles dites sectorielles, en rapport avec les différents secteurs retenus à la suite des enquêtes sur les potentialités d'utilisation rationnelle de la biomasse dans les PME, enquêtes qui ont été suivies d'un atelier sectoriel réalisé en juillet 2006, à Dakar.

Le second jour a été consacré aux discussions finales sur les barrières sectorielles dans leurs dimensions organisationnelles et réglementaires. Le rôle et la place de l'information ont fait l'objet d'une session particulière permettant ainsi des discussions sur le futur **Centre de Ressources en Bioénergie** que doit abriter Enda.

1. La participation

Présidé par le Ministère en charge des Energies Renouvelables, cet atelier a vu la participation très active de la Direction des PME, de l'ADEPME, de la Direction de l'Énergie, de la Direction de la Recherche scientifique, de même que la Commission de l'Union Européenne et la Coopération Wallonne.

Compte tenu de l'intérêt du développement d'entreprises utilisatrices de bioénergie pour sa stratégie, l'ASER a été fortement représentée ainsi qu'un certain nombre de programmes mis en place par le gouvernement du Sénégal, en rapport avec ses partenaires au développement. On peut citer, entre autres, le PERACOD qui a manifesté un grand intérêt pour la boulangerie traditionnelle, le PROGEDE... Il faut également souligner la contribution de la SENELEC dans les échanges surtout pour le secteur de la rizerie.

Des institutions financières comme la BAD ont participé aux échanges apportant ainsi des informations sur des programmes et des lignes de financements disponibles au sein de cette institution. Le patronat a été présent à travers le MDES.

A noter également, la participation d'opérateurs et de structures d'encadrement, par exemple, dans le secteur de l'aviculture, du fumage de poisson, de même que les organisations faïtières représentées par le CNCR... Des chercheurs ont pu apporter leurs contributions pour bien cerner les difficultés et les opportunités liées à certains secteurs producteurs d'énergie à partir de la biomasse (bio méthanisation, production d'électricité à partir de balles de riz, etc).

Cette pluralité de la participation autour des partenaires du projet ENEFIBIO aura favorisé l'émergence d'une masse non négligeable d'informations et de recommandations qu'il s'agira maintenant de rendre opérationnelles.

2. Eléments de discussion et Recommandations

Les échanges se sont fondés sur les résultats des précédentes rencontres entre opérateurs sectoriels, structures d'appui et/ou

d'encadrement de ces secteurs, décideurs politiques et les partenaires du projet ENEFIBIO pour le Sénégal.

C'est ainsi que les questions centrales ont tourné autour des stratégies de levée des barrières dites financières, des barrières réglementaires et de celles organisationnelles. Il faut souligner que certaines de ces barrières ont un caractère plutôt multisectoriel en ce sens que plusieurs secteurs parmi ceux ayant fait l'objet de discussions sont concernés par les mêmes contraintes.

Pour des filières comme la *rizerie*, les discussions sont à poursuivre avec la SENELEC afin de mettre en place une politique tarifaire plus adaptée et favorable à la production d'électricité à partir de la balle de riz.

Pour d'autres secteurs comme les fermes avicoles et laitières, la principale recommandation consiste dans la nécessité de développer des expériences pilotes pour susciter la confiance des opérateurs dans les opportunités que recèle la bio-méthanisation.

Concernant les boulangeries traditionnelles, des contacts ont été établis avec le PERACOD pour poursuivre la recherche de perspectives en rapport avec les opérateurs, surtout dans les zones Tambacounda-Kolda.

La gestion de l'information a également été une autre préoccupation et, sur ce plan, la mise en place d'un Centre de Ressources en Bioénergie pourrait constituer une réponse adéquate à ce problème que rencontrent nombre d'acteurs dans le domaine de la bioénergie et des énergies renouvelables, de manière générale.

3. Perspectives

Une opportunité se trouve dans l'élaboration amorcée d'un nouveau cadre législatif portant sur les énergies renouvelables. Par ailleurs, il faut noter la suggestion faite de mettre en place un fonds sur les énergies renouvelables avec une fenêtre spéciale *biomasse-énergie* et ce, en rapport avec la Direction des PME.

III- Piégeage et Stockage de Carbone et le Mécanisme de Développement Propre (MDP)

Les 6 & 7 Septembre, s'est tenu en collaboration avec ECN et EECG, avec l'appui financier de Shell, Statoil, DBERR et la coopération Norvégienne un séminaire de sensibilisation sur le piégeage et le stockage du CO₂ et le MDP.



Trois composantes ont marqué ce séminaire :

- une série de présentations sur la technologie, les coûts et les aspects liés aux politiques en matière de PSC (le premier jour) et les principales composantes du MDP (le 2^e jour) ;
- des travaux de groupe sur des secteurs clés du MDP et du PSC ;
- deux Panels de discussions sur les PSC et le MDP en Afrique : (1) les Risques et opportunités du PSC en Afrique de l'ouest et (2) Comment booster les MDP en Afrique ?

1- La participation

Ce séminaire de sensibilisation aura réuni plusieurs acteurs de l'Afrique de l'ouest et du Centre, qu'ils soient de la Société Civile, des Sociétés privées ou nationales ou encore des décideurs politiques ou autres entités membres de structures nationales coordonnant les actions dans le domaine des changements climatiques. Au total, 70 personnes ont participé à ces deux

jours

d'échanges.



Les pays suivants ont été représentés : Allemagne, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Espagne, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, République Démocratique du Congo, République de Guinée, Sierra Leone, Sénégal, Suède, Togo.

2- Les produits de l'atelier

De façon générale, plusieurs propositions ont été faites afin de mieux positionner l'Afrique par rapport à ces mécanismes et opportunités de marché.

Il s'agit, entre autres, de :

- la nécessité de mieux coordonner les rôles et actions du niveau global au local, en passant par les experts du MDP et le secteur privé. Sur ce plan, les AND ont un rôle fondamental à jouer pour le développement de projet MDP au niveau des pays africains. De même est-il important de travailler à la disponibilité de données sur les facteurs d'émission pour faciliter les réalisations des PDD ;
- l'importance de présenter des projets de démonstration afin de susciter la confiance des investisseurs et des développeurs de projets ;
- la dissémination de l'information à travers des réseaux que les experts africains du MDP pourraient promouvoir ;
- la disponibilité de ressources financières au niveau de la BAD. Toutefois, il faut souligner que cette banque s'atèle à mettre en place une unité *Changement climatique* au sein du département *Environnement* ;

- la dynamique amorcée par les pays Annexe 1 en vue de poursuivre les efforts dans le cadre du MDP, après 2012 ;
- les perspectives du MDP en termes de MDP programmatiques et l'éligibilité possible des évitements de déforestation au MDP constituent aussi d'autres opportunités pour les pays africains.

Concernant les échanges sur le PSC, quelques idées sont ici relevées :

- la nécessité d'accroître la consommation énergétique pour atteindre les objectifs de développement. Il faut souligner que, même si l'atténuation n'est pas une priorité pour l'Afrique, le PSC constitue une des technologies utilisables pour l'Afrique ;
- il existe de réelles potentialités de capture du CO₂ au niveau de l'Afrique, de même que pour le stockage du CO₂ ;
- une grande attention doit être portée sur les effets environnementaux pour les populations locales, ce qui actuellement laisse beaucoup de points d'interrogation sur l'utilisation de cette technique en Afrique ;
- une rencontre sera organisée en Afrique du Sud, en avril 2008, dans le cadre du *Carbone Séquestration Leadership Forum*.

3- Perspectives

Pour les participants, il est nécessaire de maintenir et d'approfondir les réseaux d'échanges. Le site www.ccs-africa.org constitue déjà une plateforme d'échanges d'information.

La préparation de la COP 13/MOP 13 de Bali incite également à définir un papier de position à présenter au *Forum Africain des Négociateurs d'Abuja*. De même, le Forum des Ministres Africains de l'Energie (FMAE) et la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement (CMAEN) constituent des fer-de-lance possibles pour le MDP en Afrique.

Il s'agira par la suite, d'impliquer les Communautés économiques sous-régionales et régionales dans ce type de rencontres pour booster l'appropriation du MDP au niveau du

continent. Le rôle de la Presse est également à accroître dans cette dynamique.

IV - Side Event ou ateliers parallèles

Trois ateliers parallèles ont été organisés lors de cette *semaine internationale climat-développement*. Il s'agit de :

- Mécanismes et instruments de financement de la Convention sur les « Changements Climatiques » ;
- Agriculture et climat,
- Transport, Energie et Environnement.

Mécanismes et instruments de financement de la Convention

Pour faire face aux dangers de plus en plus pressants liés aux changements climatiques (cf. le dernier rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC), la Convention préconise l'assistance financière aux pays en développement. Différentes institutions comme l'Oxfam et la Banque Mondiale estiment respectivement à 40 milliards et 50 milliards de \$US par an la somme nécessaire pour couvrir le coût des activités d'adaptation aux changements climatiques.

Les pays en développement et les pays africains en particulier ont besoin du soutien de la communauté internationale pour non seulement s'engager résolument sur le chemin de l'adaptation et du développement durable, mais également sur le chemin de la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la perspective post-2012.

Plusieurs instruments et mécanismes ont ainsi été mis en place dans le cadre de la CCNUCC pour canaliser ces financements indispensables aux pays en développement dont il s'agissait de faire le point à l'approche de la 13^e Conférence des Parties sur les Changements Climatiques en décembre prochain en Indonésie.

Deux présentations phares, l'une sur le défi financier des changements climatiques faite par ENDA et la seconde par le Coordonnateur

National du Programme de Micro-financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), a porté sur les mécanismes et instruments mis en place dans le cadre du FEM qui est le mécanisme financier de la Convention.

1. La Participation

Organisé le 3 septembre, cet atelier parallèle a vu la participation d'une trentaine de représentants d'ONG qui n'ont pas manqué de noter l'enjeu du financement de la lutte contre les changements climatiques dans le contexte des pays en développement. Les objectifs du side-event étaient :

- d'ouvrir la discussion sur le financement des changements climatiques ;
- revisiter les mécanismes et instruments de financement disponibles ;
- et se préparer à une position éventuelle en vue de la 13^e Conférence des Parties.

Tous les mécanismes et instruments de financement ont ainsi été brièvement évoqués par le premier orateur qui a montré du doigt le gap qui existe entre les coûts estimés de la lutte contre les changements climatiques et les allocations disponibles. Il a ainsi insisté sur la nécessité pour les pays en développement de disposer de fonds additionnels pour la lutte contre les effets néfastes attendus des changements climatiques.

La seconde intervention a présenté de manière plus détaillée le FEM, ses instruments et programmes. Il s'agit notamment du Fonds des Pays les Moins Avancés (Fonds PMA), le Fonds Spécial Changements Climatiques, le Fonds d'Adaptation, ainsi que des programmes de projets de grande ampleur, de projets de moyenne ampleur et de petite ampleur et les ressources propres (Trust Fund) du FEM.

2. Eléments de discussion

Le lancement des débats a donné l'occasion à ENDA de présenter le programme AREED (African Rural Energy Enterprise Development) dont ENDA est l'un des points focaux régionaux. Ce programme qui vise à renforcer les capacités

des entrepreneurs dans le montage des projets d'une part et d'autre part le soutien au développement des entreprises de services énergétiques, peut être considéré comme un mécanisme de financement des activités liées aux changements climatiques et peut être signalé en exemple.

Les discussions ont notamment porté sur les contraintes, critiques et défis relatifs aux mécanismes de financement des activités de lutte contre les changements climatiques et notamment les mécanismes et instruments du FEM. Il a ainsi été déploré les problèmes liés à la question de l'additionalité, du co-financement et des bénéfices environnementaux globaux. Par ailleurs le contexte de pauvreté dans lequel vivent les communautés de base en Afrique fait qu'il est toujours nécessaire de garder à l'esprit la dimension 'lutte contre la pauvreté' dans les projets à financer.

3. Perspectives

Le résultat principal de cet atelier a été la possibilité de partenariat futur entre le Programme de micro-financement du FEM et le programme AREED. Des contacts devraient être pris en vue de la signature d'un protocole d'accord.

Agriculture et climat

Tenu le mardi 04 septembre l'atelier parallèle, *Agriculture et climat*, modéré par le Directeur de l'ISRA, a été introduite par l'INRA (France)



autour du questionnement suivant : *Comment réduire la vulnérabilité et promouvoir le développement durable dans le contexte des*

changements climatiques dans le domaine de l'agriculture et des forêts en Afrique de l'Ouest ?

Ici, le postulat était que pour réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre, améliorer les bilans énergétiques, réduire les déboisements et la vulnérabilité face aux aléas et aux changements climatiques, il faut augmenter les productions agricoles (et forestières) par hectare, notamment en Afrique.

1- La participation

De la Direction de la Météorologie Nationale aux structures de recherche comme l'ISRA, en passant par des ministères concernés comme celui en charge de l'Agriculture et par des organisations faîtières comme le CNCR et le secteur privé, la participation a été de très grande qualité qui tournait autour d'une trentaine de personnes.

En plus des Sénégalais, il faut noter la participation de représentants d'ONG venus du Niger, du Togo, de la Guinée Bissau et du Cameroun.

2- Les axes majeurs

En présentant le contexte agricole, et surtout socio-économique de l'Afrique, il a été montré que, pour des sols qui ne reçoivent en moyenne que 8 kg d'engrais par ha et par an, *soit 20 fois moins* que les sols en Europe, en Amérique du Nord, en Chine ou en Inde, il serait opportun de mettre l'accent sur la production d'engrais azotés.

La population en Afrique sub-saharienne va doubler à l'horizon 2050 et les besoins en nourriture vont parallèlement augmenter. Or, les sols Africains du Sud du Sahara figurent parmi les plus pauvres du monde, alors que ce continent a de très importantes ressources en phosphate et en gaz pour produire l'engrais azoté.

Les discussions ont montré que, rien que pour compenser les exportations minérales liées aux seules récoltes, il faudrait apporter au moins 50 à 70 kg/ha /an, et passer ainsi d'une agriculture non durable minant les sols, à une agriculture

plus durable, dans le cadre d'une « Révolution *triple*ment verte ».

Dans cette perspective, il a été recommandé de :

- ✓ Limiter les changements d'utilisation des terres, donc les déforestations et les mises en culture de prairies grâce à une augmentation **des productions par hectare**, permettra de limiter les émissions de gaz à effet de serre et les déforestations, donc les conséquences négatives sur le climat, les sols et la biodiversité.
- ✓ Accroître la production par hectare, ce qui, à première vue, peut paraître surprenant, mais c'est clairement ce qui ressort des « Evaluations environnementales Intégrées » - un modèle proposé et discuté à Trieste en Octobre 2006. Ce modèle doit remplacer les Analyses de Cycle de Vie inappropriés pour les actions impliquant les espaces ruraux – les cultures, les prairies et les forêts – ainsi que pour les produits qui en dérivent. Car, ce qui compte pour les habitants c'est de pouvoir se nourrir, se vêtir, se loger, se déplacer, rester en bonne santé, etc. Il faut donc optimiser toute la chaîne, qui va du soleil aux produits finaux.

3- Les perspectives

Ainsi, des cultures à l'élevage, pour aborder le diptyque *Agriculture et climat*, des options d'association et d'optimisation ont alimenté le débat. La problématique des biocarburants a été également au cœur des préoccupations, en ce sens qu'il suscite actuellement beaucoup d'espoir mais aussi de craintes tout en justifiant une dynamique de plus en plus généralisée au niveau des acteurs de l'économie agricole et du développement.

Transport, Energie, Environnement

La problématique énergétique et environnementale dans le secteur des transports, a également marqué la *semaine internationale* tant il est d'actualité et d'importance non négligeable au Sénégal. Organisé le jeudi 06 septembre, cet atelier parallèle a fait l'objet d'échanges très fructueux et d'analyse approfondie de la part de spécialistes, tantôt, des

transports



terrestres, tantôt, de l'aménagement, tantôt, des questions de pollution atmosphérique, ou encore de santé publique...

1- La participation

Compte tenu de l'intérêt que présente une telle thématique, surtout dans le contexte actuel des grandes villes comme Dakar, une vingtaine d'acteurs ont pris part à ces échanges qui représentaient ainsi divers entités concernées. Nous pouvons noter la participation des ministères en charge de l'Energie, de l'Environnement, des Transports, de la Santé, de l'Aménagement Urbain, des Infrastructures, à côté des Services de la Sûreté de l'Etat. Par ailleurs, des représentants de syndicats actifs dans le domaine du transport routier et des Consultants ont également contribué à la qualité des débats.

2 - Eléments de discussion

Après une présentation globale, par Enda, de la problématique dans toutes ses dimensions (Transport, Energie et Environnement et transversale : Lutte contre la pauvreté et développement), la rencontre a été marquée par une contribution active des participants à travers des présentations qui ont couvert et approfondi les différents thèmes liés au sujet.

Le débat a porté sur une diversité de points et a concerné les principaux aspects suivants:

- ✓ les impacts des structures spatiales et de la densité de la population sur les consommations énergétiques dans les transports urbains (lieux de résidence, d'emplois et d'aménités) ;

- √ le potentiel de transfert modal (Transport commun, Transport ferroviaire, etc.) ;
- √ le potentiel d'économie d'énergie et d'introduction des biocarburants dans ce secteur ;
- √ la cohérence des politiques sectorielles : énergétique, environnementale, et celle du secteur des transports et des politiques de développement ;
- √ la réglementation environnementale dans le secteur.

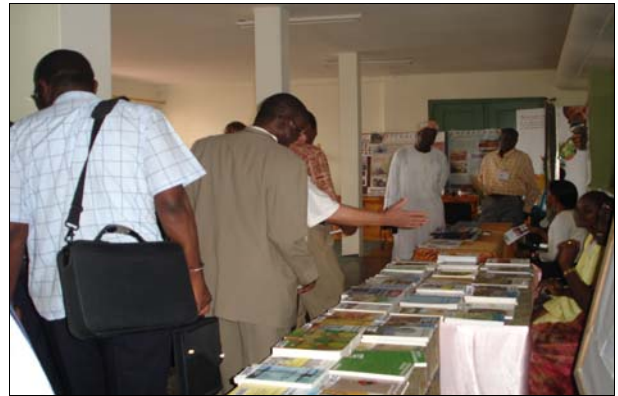
3 - Perspectives

La principale recommandation aura été de poursuivre l'analyse des différentes problématiques posées à travers l'identification d'actions futures qui peuvent couvrir *une étude approfondie, le dialogue politique, le renforcement de capacités*, etc.

V - Exposition

L'exposition initiée dans le cadre la *semaine internationale* a eu à réunir une dizaine d'entreprises, de Programmes de recherche et de développement, à côté de quelques acteurs privés. L'exposition a démarré le 5 septembre, jour de l'ouverture officielle de la *semaine internationale*, pour s'achever le 7 septembre avec les autres activités.

C'est ainsi que des domaines comme l'assainissement, la récupération et le traitement de l'eau, les combustibles domestiques, etc. ont fait l'objet de présentation sous différents supports (films, affiches, plaquettes, publications d'ouvrages, présentation d'équipements,...). Pour certains exposants, cela a été l'opportunité de nouer des contacts avec les participants et les autres visiteurs.



Pour conclure, il faut saluer le rôle joué par la **Presse** tout au long de cette *semaine internationale*. Une large couverture médiatique (presse écrite, radios, télévisions) a permis, avant et tout au long de la semaine, de largement relayer les activités auprès du grand public. Ce point est fondamental pour la problématique « Climat & Développement » car, au-delà du débat d'experts, c'est l'ensemble des populations qui est concerné et qui doit pouvoir s'approprier le contenu de tous ces débats et propositions. C'est en cela que les véritables objectifs de *semaine internationale climat-développement* seront atteints.



Pour chaque activité développée lors de cet événement, un certain nombre de présentations et des rapports plus détaillés sont disponibles à ENDA.

ENDA –TM
Programme « Energie, Environnement, Développement »
54, rue Carnot – B.P. 3370 – Dakar – Sénégal
Tel : (221) 33 822 59 83 / (221) 33 822 24 96
Fax : (221) 33 821 75 95 / (221) 33 823 51 57
E-mail : enda.energy@orange.sn / URL : [http : // energie.enda.sn](http://energie.enda.sn)
Voir aussi les nouvelles sur : www.endaenergy.org